

Sébastien Martin : « Je refuse que l'argent public soutienne des projets industriels voués à l'échec »

Alors que le secteur du verre décroche, comme le constate Les Echos sur une quasi-double page, **le ministre** affirme dans un entretien que « l'Etat ne peut pas éponger les problèmes structurels d'un secteur ». « Mais, ajoute-t-il, il faut se battre pour qu'un avenir industriel pour les sites concernés soit possible et travailler les causes profondes des difficultés, comme nous le faisons sur l'acier, où nous mettons en place des droits de douane à 50 % ». « Avec le soutien de l'Etat, des collectivités et du volontarisme économique local, on peut faire rebondir les territoires », assure Sébastien Martin, qui prend l'exemple de Châlons-sur-Saône. « **Aujourd'hui, si nous identifions des fonds ou des repreneurs manifestement peu fiables, nous ne soutiendrons pas leurs démarches.** Je refuse que l'argent public soutienne des projets industriels voués à l'échec », affirme le ministre. « **L'Etat peut prendre des risques mais ils doivent être calculés.** » « La France manque de capitaux pour financer son industrie », constate-t-il, posant le débat « dans le cadre de la campagne présidentielle », sur « une part de capitalisation des retraites » ou la création « de fonds souverains capables d'irriguer l'industrie française en capitaux ». Sébastien Martin se dit par ailleurs « favorable à ce que des réflexions puissent être menées sur la mobilisation de l'épargne au service de l'industrie ». Le ministre détaille ensuite son action, notamment par la voie réglementaire, qu'il juge plus efficace, et rappelle l'arrivée, après les municipales, d'un plan sur les terres rares. Sur l'automobile, « je souhaite travailler à un plan, avec la filière, d'ici à l'été », ajoute-t-il. **Pour Sébastien Martin**, le chantier du made in Europe et du contenu local « va dans le bon sens. Le principe de préférence européenne sur des secteurs stratégiques, comme l'acier ou l'automobile, a été acté. » Il rappelle les cas d'usage en France et indique qu'il **proposera, « avec Roland Lescure », « très prochainement au Premier ministre dix nouveaux objets industriels sur lesquels la préférence européenne sera appliquée »**. A ce sujet, L'Opinion observe que Stéphane Séjourné entre dans le dur. Il tente de faire accepter à Bruxelles des propositions controversées mettant en œuvre le principe du « Buy European ». **(Les Echos, p.20, L'Opinion, p.6)**